

Doha: une étape-clé pour l'ambition

La COP18/CMP8 doit accroître l'ambition de court-terme et élaborer une trajectoire claire vers 2015.

La planète ne cesse de nous montrer à quoi peut ressembler un changement climatique dangereux – les sécheresses historiques dans la Corne de l'Afrique, aux Etats-Unis et au Mexique, les inondations catastrophiques au Brésil et en Chine, les canicules en Europe et ailleurs. La menace d'une crise alimentaire mondiale se précise de plus en plus. Mais nos gouvernements continuent d'ignorer ces signaux alarmants en se contentant de nous placer sur une trajectoire de réchauffement de 3,5°C à 6°C et d'une future catastrophe climatique.

Les accords adoptés à Durban redonnaient à nos gouvernements l'opportunité de placer la planète sur une trajectoire faible en émissions, prête à investir dans les énergies propres pour construire un développement durable et créer de l'emploi et de l'économie verte, prête à s'adapter face aux impacts inévitables du changement climatique. Cependant, cette fenêtre d'opportunité pourrait vite se refermer si les Etats réunis à Doha ne s'accordent pas sur les premières étapes décisives pour réaliser cette vision. A la COP18, nos gouvernements doivent rehausser l'ambition d'ici à 2020 et s'accorder sur une trajectoire claire et ses points d'étape pour négocier un accord juste, ambitieux et juridiquement contraignant en 2015.

A Doha, nous attendons des décisions sur les points suivants :

- **“L'amendement de Doha” pour que la 2ème période d'engagement sous le Protocole de Kyoto** s'applique immédiatement au plus grand nombre possible de pays, y compris la Nouvelle Zélande et l'Australie; avec des objectifs de réduction compris entre 25 et 40%; et une procédure d'ajustement de ces objectifs pour relever l'ambition à mi-parcours; avec l'élimination des fausses réductions d'émissions (en ne transférant qu'une toute petite partie des UQA excédentaires et en améliorant l'intégrité environnementale du MDP et de la MOC).
- **Les pays développés non-contraints par le Protocole de Kyoto doivent démontrer qu'ils réduisent leurs émissions** en adoptant des objectifs de réduction quantifiés et d'une ambition comparable aux pays soumis au Protocole de Kyoto;
- Les pays en développement doivent inscrire dans le registre de la CCNUCC leurs actions d'atténuation et

préciser le type de soutien demandé; **tous les pays en développement devraient se fixer des objectifs de réduction – y compris le Qatar;**

- Un accord que les émissions mondiales doivent commencer à décroître dès 2015, ce qui signifie que les pays développés doivent réduire leurs émissions bien plus vite, et soutenir financièrement les mesures d'atténuation des pays en développement
- Un engagement financier des pays développés entre 2013 et 2015 qui (a) représente au moins deux fois le volume des financements précoces entre 2010 et 2012 et garantit une progression rapide dès maintenant vers les 100 milliards; et (b) comprend **10 à 15 milliards de dollars de financements nouveaux et publics pour le Fonds Vert** entre 2013 et 2015;
- Un engagement de progresser rapidement dans la mise en oeuvre **des sources innovantes de financements publics** et s'accorder sur un processus pour réévaluer dès 2013 la justesse des engagements financiers pris depuis Copenhague.
- Adoption des modalités de financement des **Plans Nationaux d'Adaptation** afin d'accélérer leur mise en oeuvre immédiate, et lancement d'une 2ème phase du **programme de travail pour les pertes et dommages** pour développer les principes, fonctions et la structure institutionnelle d'un mécanisme international pour prendre en charge les pertes et dommages (y compris la réhabilitation et la compensation) liés aux impacts des changements climatiques ;
- L'opérationnalisation du Fonds Vert, du comité permanent, du registre des NAMA, du Comité d'Adaptation, du Comité Exécutif des Technologies et du Centre et du Réseau des Technologies pour le Climat. Y compris la capitalisation initiale du Fonds Vert et le mécanisme de Technologie.

A Doha, les parties doivent adopter un programme de travail pour accroître l'ambition court terme sous la plateforme de Durban (ADP):

- En s'appuyant sur les **progrès dans la révision** de l'ambition et sur **l'évaluation technique du fossé dans l'ambition** et des options pour le combler; en renforçant les objectifs de réduction domestiques des pays développés pour combler le fossé entre l'ambition

- actuelle et l'ambition nécessaire pour maintenir le réchauffement sous le seuil de 1,5°C; en s'assurant que tout **nouveau mécanisme de marché contribue à l'ambition et l'intégrité environnementale globale**; en facilitant les réductions d'émissions dans les pays en développement par la **mobilisation croissante et rapide de financements publics** - notamment les mesures sectorielles qui permettraient de **changer drastiquement de trajectoire d'émissions** et les initiatives qui réduisent les coûts et éliminent les barrières et les perceptions de risque, pour que les technologies et approches sobres en et zéro carbone deviennent rapidement compétitives;
- Pour permettre aux pays en développement de réduire leurs émissions et de s'adapter aux impacts du changement climatique, les pays développés devront mobiliser **au moins deux fois le volume des financements précoces entre 2013 et 2015** et lancer un processus dès 2013 pour **réévaluer la justesse des engagements financiers** à la lumière des besoins globaux et de l'équilibre dans la distribution géographique et thématique. **Un plan d'action de Doha pour le renforcement de capacité** devra être lancé sur deux ans.

Les pays doivent tirer les leçons de l'échec de Copenhague et planifier dès la COP18 **le plan de travail de la Plateforme de Durban avec un calendrier clair, des étapes et des échéances pour négocier un accord ambitieux, équitable et contraignant en 2015**. Les étapes clé sont précisées sur la page suivante. Le plan de travail de l'ADP jusqu'en 2015 doit être:

- Informé par la **Revue de la science** (y compris les premières conclusions du GIEC), et par un **programme de travail sur l'équité** qui commencera immédiatement ;
- En ligne avec le budget carbone global qui permet de maintenir le réchauffement en deçà de **1,5°C**, et dans le cadre d'une **approche équitable** qui permet de fournir aux pays en développement **le soutien financier et technologique ainsi que le renforcement des capacités** dont ils ont besoin;

- Appuyé sur et développant les règles – notamment en matière de transparence - déjà adoptées sous le Protocole de Kyoto et la Convention, **comme les procédures communes et précises de comptabilisation et de mise en conformité, et les principes d'équité**;
- En capacité d'apporter un soutien suffisant et adapté pour faire face aux impacts inévitables du changement climatique;
- Appuyé par un Bureau stable qui **compilera dans un texte les visions des parties d'ici la COP19, complètera le texte de négociation d'ici la COP20, et fera circuler une proposition de protocole juridiquement contraignant, ambitieux et équitable d'ici mai 2015**.

Depuis l'échec de Copenhague, il est clair que les chefs d'Etat n'ont plus d'autres tours dans leur sac. Ils doivent maintenant s'atteler à l'adoption d'un accord ambitieux, équitable et juridiquement contraignant d'ici 2015 au plus tard. Et poser dès Doha les premières pierres d'une relève de l'ambition avant 2020 afin de prévenir une catastrophe climatique. Il n'y a plus d'espace politique ou atmosphérique pour un deuxième échec.

Étapes clé vers un accord équitable, juridiquement contraignant et ambitieux en 2015

A Doha, les pays doivent impérativement se mettre d'accord sur un plan de travail, avec un calendrier clair et des jalons pour négocier un accord global en 2015. Ci-dessous, un résumé des principales étapes. Pour plus d'information:

<http://climatenetwork.org/publication/doha-milestones-and-action>

	2012	2013	2014		2015	
	COP18	COP19			COP20	COP21
Questions juridiques / Processus	Adoption de la 2ème période avec tous les amendements (y compris la clause de révision des objectifs) Adopter le programme de travail de l'ADP: objectifs, articulation et jalons clairement identifiés	Texte de compilation des enjeux principaux Nature et forme des engagements	Soumission de texte juridique pour chaque sujet	Elaborer système de mise en conformité Paquet de décisions sur MRV	TEXTE DE NEGOCIATION COMPLET	
Équité	Créer un espace de "dialogue"	Accord sur les grands indicateurs d'équité	Intégrer l'équité dans les voies de négociation			
Revue de la science et vision partagée	Année du peak (2015) Champ, plan de travail et comité de négociation adoptés					
Atténuation	Objectifs Annexe 1 (25-40%) Règles de comptabilisation communes pour les A1 Tous les pays en développement les plus émetteurs présentent des NAMAs Paramètres des stratégies de développement bas carbone sont adoptés pour les pays développés et en développement	HFC OMI OACI		S'accorder sur le niveau d'ambition	Adopter un cadre de comptabilisation des émissions Action d'atténuation pour chaque pays identifié	Evaluer l'atténuation proposée (en termes d'équité et d'ambition)
Financements	Engagement financier plus substantiel entre 2013-2015 Rapport sur les financements de long-terme adopté	Fonds Vert est opérationnel (y compris les guichets)			G20 avance sur sources innovantes	
Adaptation	Programme de travail du Comité d'Adaptation Décision d'élaborer sur les pertes et dommages; décision sur les modalités de financement; lancement des Plans d'adaptation nationaux (PAN)	Premier bilan des PAN pour accélérer la mise en œuvre			Mécanisme pour les pertes et dommages	
Technologies	Mécanisme technologie est opérationnel Fonctionnalités + pour le Comité Exécutif des Technologies et les Centres d'Excellence (CTCN); capitalisation initiale des CTCN	Identifier besoins en technologies Critères pour identifier les objectifs technologiques pour rester sous 2°C			Plan d'action sur les technologies	
Renforcement de capacités	Adoption du plan d'action "de Doha" sur 2 ans				Fonction de coordination des capacités intégrée	

PROTOCOLE QUI COUVRE TOUS LES SUJETS

Fort de ses 700 membres présents dans plus de 90 pays, le Réseau Action Climat International est le plus large rassemblement d'organisations non-gouvernementales promouvant collectivement l'action gouvernementale pour lutter contre le changement climatique. climatenetwork.org

CAN Secretariat Contacts

Wael Hmaidan, Director, whmaidan@climatenetwork.org
Julie-Anne Richards, International Policy Coordinator, jrichards@climatenetwork.org
Samantha Harris, International Policy Officer, sharris@climatenetwork.org
Raju Pandit Chhetri, Capacity Building Program Coordinator, raju@climatenetwork.org
Montana Brockley, Program Coordinator, mbrockley@climatenetwork.org

CAN Regional & National Nodes

AFRICA

Eastern Africa

Geoffrey Kamese, kameseus@yahoo.com

Uganda

Isaac Kabongo, kaboisaack@gmail.com

North Africa (Maghreb)

Madyoury Tandia, madyoury@gmail.com

Southern Africa

Rajen Awotar, maudesco@intnet.mu

South Africa

Sandile Ndawonde,
sandile@greennetwork.org.za

Richard Worthington,
rworthington@wwf.org.za

West Africa

Emmanuel Seck, ssombel@yahoo.fr

AMERICAS

Canada

Christian Holz,
cholz@climateactionnetwork.ca

Latin America

Enrique Maurtua Konstantinidis,
enriquemk@yahoo.com

Brazil

Rubens Born, rubens@vitaecivilis.org.br

Mexico

Ana Romero,
ana.romero.salcedo@gmail.com

United States

Peter Bahouth,
peterb@climatenetwork.org

ASIA

China

Lina Li, lilina.mun@gmail.com

Japan

Kimiko Hirata, khirata@kikonet.org

South Asia

Sanjay Vashist, Sanjay@cansouthasia.net

Southeast Asia

Wanun Permpibul, wanunp@yahoo.com

EUROPE

Eastern Europe, Caucasus and Central Asia

Andriy Martynuk,
office@ecoclubrivne.org

Europe

Wendel Trio, wendel@caneurope.org

France

Alix Mazounie, alix@rac-f.org

PACIFIC & OCEANIA

Australia

Anna Malos, anna@cana.net.au

Cook Islands

David Ngatae, cookscan@gmail.com

Federated States of Micronesia

Marstella Jack, johsna@ymail.com

Tuvalu

Pulafagu Toafa,
pula_toafa@yahoo.com.au

CAN Working Group Co-Chairs

Adaptation

Sven Harmeling, Germanwatch, harmeling@germanwatch.org
Harjeet Singh, Action Aid, harjeet.singh@actionaid.org

Finance

Steve Herz, Sierra Club, Steve.herz@sierraclub.org
Alix Mazounie, RAC-France, alix@rac-f.org
Mahlet Eyassu, mahleteyassu@gmail.com

REDD & LULUCF

Gaines Campbell, Vitae Civilis, gaines@vitaecivilis.org.br
John Lanchbery, RSPB, john.lanchbery@rspb.org.uk

Flex Mechs

Anja Kollmuss, CDM-Watch, anja.kollmuss@cdm-watch.org
Naoyuki Yamagishi, WWF, yamagishi@wwf.or.jp

Mitigation

Jan Kowalzig, Oxfam, jkowalzig@oxfam.de
Célia Gautier, RAC-France, celia.racf@gmail.com
Niranjali Amerasinghe, CIEL, namerasinghe@ciel.org

Bunkers

Mark Lutes, WWF, marklutes@wwf.panda.org

Technology

Tirthankar Mandal, CANSA, tirthankar@cansouthasia.net
Janice Meier, Sierra Club, jsmeier@verizon.net

Shared Vision & Review

Rixa Schwarz, Germanwatch, Schwarz@germanwatch.org
Manfred Treber, Germanwatch, Treber@germanwatch.org

Capacity Building

Pat Finnegan, Grian, coord@grian.ie
Mona Matepi, monamatepi@teritoenua.org

MRV

Niranjali Amerasinghe, CIEL, namerasinghe@ciel.org
Erika Rosenthal, Earth Justice, erosenthal@earthjustice.org

Legal

Srinivas Krishnaswamy, srinivas@vasudhaindia.org
Alex Hanafi, EDF, ahanafi@edf.org

Agriculture

Geoffrey Evans, Humane Society International, gevans@hsi.org
Ram Kishan, Christian Aid India, ramkishan2000@gmail.com

Effort sharing

Tom Athanasiou, ECO Equity, toma@ecoequity.org

Fossil Fuel Subsidies

David Turnbull, Oil Change International, david@priceofoil.org

Post-2015 SDGs

Alexander Ege, Danish 92 Group, aege@92grp.dk